

Saint Barthélemy d'Anjou, le 3 mars 2004

DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE,
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
DES PAYS DE LA LOIRE

GROUPE DE SUBDIVISIONS D'ANGERS

Parc d'Activités Angers-St Barthélemy
BP 80145

49183 St BARTHELEMY D'ANJOU CEDEX

Tél : (33) 02.41.33.52.50. – Fax : (33) 02.41.33.52.99.

Internet : <http://www.pays-de-la-loire.drire.gouv.fr/>

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Objet Installation Classée.
IGRECA à Seiches sur le Loir.
Extension des installations.

V/Réf. Transmission de la Préfecture de Maine et Loire du 16 décembre 2003.

La société IGRECA, spécialisée dans la préparation d'ovoproduits, demande l'autorisation d'augmenter sa capacité de production de 50 % avec les utilités correspondantes.

1 Présentation du dossier du demandeur

1.1 Le demandeur

Raison sociale : **S.A. IGRECA**

Adresse Siège social : Zone Artisanale des Mulotières – 49140 SEICHES SUR LE LOIR

Site d'exploitation : Zone Artisanale des Mulotières – 49140 SEICHES SUR LE LOIR

Forme juridique : Société Anonyme

Nb d'employés : 99 personnes (référence 2002)

1.2 Implantation de l'établissement

Initialement installée à Beaucouzé, la société GRECA s'est implantée en 1997 sur la Zone Artisanale (ZA) de Seiches-sur-le-Loir qui offre aux industriels des terrains dans un environnement favorable (habitat peu dense), la proximité d'importantes voies de communication (A 11 et RN 23) et une desserte par le réseau de gaz naturel. L'établissement est implanté en bordure de la RN 23 reliant Le Mans à Angers.

Les parcelles occupées sont référencées au cadastre sous les numéros 38, 39, 58, 61, 63 et 64 de la section ZT pour une superficie d'environ 95 845 m². Les surfaces bâties avoisinent les 12 300 m² auxquels il convient d'ajouter les extensions prévues à hauteur de 2 973 m². Environ 70 000 m² restent en espaces perméables non revêtus de chaussées. Le Plan d'Occupation des Sols (POS), approuvé le 15 mai 1992, classe les parcelles occupées en zone Nay, réservée aux activités industrielles, artisanales ou commerciales.

L'établissement est délimité par la RN 23 à l'Est, la société DEPOLABO (entrepôt de produits pharmaceutiques) au Nord et des terrains exploités en agriculture sur les autres côtés. La seule maison d'habitation identifiée : la ferme de la Guittière, est située à 100 m à l'Est du site, de l'autre côté de la RN.

Aucune zone sensible identifiée : ZNIEFF, ZICO, captage d'eau, monument historique, site archéologique... n'impose de contrainte particulière à l'établissement. Le site n'est pas classé dans une zone à risque majeur.

1.3 Caractéristiques de l'établissement

1.3.1 Activités

La société GRECA est spécialisée dans la production d'ovoproduits (Ingrédients – Produits Alimentaires Intermédiaires (PAI) : entier, blanc et jaune d'œufs) destinés aux Industries AgroAlimentaires (IAA). Pour cette activité, elle exploite des ateliers de casse et de transformation des œufs utilisant des techniques de pasteurisation, concentration, extraction, séparation et séchage.

La société GRECA est le premier producteur européen pour la gamme des poudres d'œufs. Compte tenu de la concurrence de pays comme l'Inde ou les USA sur le marché des poudres, la société GRECA développe sa production des gammes d'ovoproduits liquides.

Les matières premières arrivent conditionnées en alvéoles cartons sur palettes bois (œufs coquilles) ou en citerne (œufs liquides). Les œufs sont dirigés vers l'atelier de cassage où ils sont débarrassés de leur coquille.

Les jaunes, blancs ou entiers sont standardisés par mélange, formulation d'ingrédients, séchés (produits réduits en poudre), pasteurisés puis entreposés en chambre froide pour les liquides ou en sacs dans un hall de stockage pour les poudres. Certains produits subissent d'autres traitements particuliers comme des concentrations (blancs) ou des extractions (jaunes).

Les extensions envisagées portent sur les aspects suivants :

- **Augmentation** de capacité de production qui passe de 140 à 210 t/j pour atteindre le niveau de 55 000 t/an par la mise en place d'équipements et utilités supplémentaires :
 - ✓ 1 sécheur en production, 1 compresseur de froid (ammoniac), les équipements frigorifiques associés aux extensions de chambres froides, ...
 - ✓ la mise en place d'un bassin tampon supplémentaire pour la station d'épuration,

- **Réduction** de la quantité d'ammoniac dans l'installation de réfrigération de 1,65 à 0,8 t,
- **Extensions** des surfaces bâties de 2 973 m² :
 - ✓ ateliers de casserie, de traitements et de séchage des oeufs,
 - ✓ stockages des matières premières, des produits finis liquides et de l'entrepôt sec.

1.3.2 Situation administrative

L'arrêté préfectoral D3-96-n° 1093 du 15 novembre 1996 autorise la société IGRECA à exploiter une casserie d'œufs ainsi que des installations de préparation d'ovoproduits à Seiches-sur-le-Loir.

La déclaration du 18 octobre 1999 indique au préfet le transfert des activités de stockage, congélation, pasteurisation en chambres chaudes et des services administratifs du site de Beaucouzé vers celui de Seiches-sur-le-Loir.

Les extensions présentées au paragraphe précédent conduisent aux évolutions suivantes de la situation administrative de l'établissement :

N° rub	Activités	A/D	Activités	
			Autorisées	Extensions
2221	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale Quantité de produits entrant supérieure à 2 t/j	A	140 t/j	210 t/j
2915	Chauffage utilisant comme fluide caloporteur un corps organique combustible	A	---	7 000 l
2920	Réfrigération ou compression – ammoniac Puissance absorbée étant supérieure à 300 kW	A	500 kW	411 kW
1136	Emploi d'ammoniac liquéfié Quantité inférieure à 1,5 t	D	1,65 t	0,8 t
1510	Entrepôt couvert Volume compris entre 5 000 et 50 000 m ³	D	37 000 m ³	43 000 m ³
2920	Réfrigération ou compression – fréon Puissance absorbée comprise entre 50 et 500 kW	D	250 kW	380 kW
2910	Combustion Puissance thermique comprise entre 2 et 20 MW	D	10,16 MW	12,2 MW
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs Puissance courant continu supérieure à 10 kW	D	15 kW	15 kW

1.4 Impacts des installations sur l'environnement

1.4.1 Prévention de la pollution des eaux

L'établissement est alimenté par le réseau d'adduction public pour 120 908 m³ (2001). Les projets d'extensions vont porter la consommation journalière à 908 m³/j (2005). Des économies d'eaux ont permis de ramener la consommation spécifique de production à 2,83 m³ d'eau consommée par Tonne Equivalent Liquide (TEL) au lieu des 3,26 m³/t connus en 1998.

L'exploitant indique la présence d'un captage d'eau potable sur le Loir en aval de l'évacuation des eaux, commune à la société IGRECA, aux terrains agricoles contigus, à la zone des Blaisonnières, à la société RIVAZUR CAKES et à un fossé pluvial. L'exploitant indique le déplacement prochain de cette prise d'eau en amont du point de rejet sus-évoqué.

Depuis son démarrage en 1997, l'établissement dispose d'une station d'épuration qui comprend les étapes suivantes de traitement : relevage – tamisage – boues activées – décantation. Les bilans de fonctionnement de la filière montrent le respect des valeurs de l'arrêté d'autorisation prévues pour les paramètres organiques classiques mais pas celles imposées au phosphore et à la charge hydraulique.

IRH-Environnement a mené une étude pour évaluer les adaptations nécessaires de la station d'épuration pour prendre en compte les extensions envisagées. Le bureau d'études indique que les augmentations régulières de production entraînent de forts à-coups à la station, en charge et en débit, malgré les améliorations évoquées précédemment. Il conclut que les ouvrages d'épuration ne supporteraient pas les augmentations de charge et de débit liées aux extensions sans aménagement complémentaire. Il recommande notamment leur régulation :

IRH-Environnement considère que le nominal de la station peut être réévalué car :

- les caractéristiques des ouvrages et des équipements existants ne sont pas un facteur limitant au maintien des performances actuelles sous réserve d'automatiser l'injection de FeCl_3 (traitement du phosphore),
- le maintien du taux de boues en aération peut être plus élevé que celui initialement défini (près de 6 g/l de MVS en pratique contre seulement 3,5 g/l prévu en théorie).

IRH-Environnement conclut que les capacités nominales de la station peuvent être portées aux niveaux des rejets des extensions envisagées sous réserve de réaliser les travaux suivants :

- construction, en amont du traitement biologique d'un bassin tampon de 600 m³ équipé de dispositifs d'agitation et d'oxygénation (hydroéjecteur) pour éviter les départs de fermentation,
- construction d'un silo supplémentaire de stockage des boues de 1 000 m³ en complément de celui de 1 300 m³ existant,
- mise en place d'un dispositif automatique à débit régulé de l'injection de chlorure ferrique (FeCl_3) dans le bassin d'épuration ou le puits de recirculation (pour le traitement du phosphore).

Sur ces bases, la société IGRECA propose de reconduire les concentrations limites des rejets dans le milieu naturel, un fossé affluent du Loir, fixées par l'arrêté préfectoral du 15 novembre 1996 en augmentant les flux, comme mentionné dans le tableau qui suit :

Paramètres	AP 1996		Propositions	
Volume journalier en m ³	320		480	
Débit maxi instantané en m ³ /h	35		35	
PH	5,5 à 8,5		5,5 à 9	
Concentration en mg/l / Flux en kg/j	C	F	C	F
MES	30	9,6	< 30	< 14,4
DCO	90	28,8	< 90	< 43,2
DBO	30	9,6	< 30	< 14,4
Azote global	< 20		< 20	< 9,6
Phosphore total	< 4		< 4	< 1,9

L'exploitant estime que ces augmentations de pollution ne modifieront pas sensiblement la qualité des eaux du Loir, mêmes lors des étiages.

Les eaux ruissellement provenant des aires imperméabilisées et des toitures transitent dans un bassin de 600 m³ avant passage dans un séparateur d'hydrocarbures.

1.4.2 Déchets

Les **coquilles d'œufs**, qui représentent près de 4 600 t en 2002, atteindront un tonnage de 5 500 t/an à partir de 2005, après les extensions. Avant élimination, les coquilles sont broyées et des essences naturelles sont pulvérisées pour masquer les odeurs. Ces déchets sont éliminés à :

- 80% par épandage en tant qu'amendement calcique (rectification des sols),
- 20% par compostage pour gérer le pH des composts.

Les analyses disponibles montrent que ce déchet est essentiellement composé de calcium (2,4 t de coquilles d'œufs fournissent 1 t de chaux) et que les autres paramètres agronomiques sont négligeables (4,4% de Matières Organiques, 0,7% d'azote total, 0,3% de phosphore total dans les matières brutes).

Les **boues de la station d'épuration** sont valorisées en agriculture selon une filière classique d'élimination – stockage en silos, épandage sur parcelles céréalières, technique d'enfouissement, analyses de boues, rapport de suivi de l'élimination. Un plan d'épandage des boues de la station d'épuration rédigé en 1998 ainsi que les éléments relatifs à son suivi sont présentés avec la demande d'extension.

Ce plan fait état d'un volume de 2 800 m³ de boues à éliminer. Les surfaces disponibles, réparties en 4 exploitations, sont de 490 ha brutes pour 310 ha reconnues aptes à l'épandage qui donnent lieu à une surface épandable résultante (la plus petite des 2 surfaces estimées à partir de l'étude parcellaire et du bilan de fertilisation) de 289 ha. Le retrait d'un exploitant a conduit à ramener les surfaces épandables identifiées en 1998 à 265 ha.

Les analyses des boues réalisées dans le cadre du suivi de l'épandage en 2003 ne mettent pas en évidence la présence d'éléments traces (seulement quelques % des valeurs limites autorisées). Les caractéristiques principales, représentatives de la valeur agronomique des boues, sont des teneurs de 800 kg/tMS pour la matière organique, 80 kg/tMS pour l'azote, 14 kg/tMS pour le potassium, 67 kg/tMS pour le calcium, 7 kg/tMS pour le magnésium et 38 kg/tMS pour le phosphore, ce qui confirme les résultats d'analyses produits dans l'étude de 1998. Ce dernier élément est le facteur limitant à l'usage des boues.

Le bilan de la campagne d'épandage de l'exercice 2003 fait état d'épandage de près de 3 400 m³ de boues pour une masse de près de 200 t MS. Les doses d'apport, de 50 m³/ha soit 2 800 kg MS/ha, laissent apparaître une surface d'épandage utilisée de 69 ha sur les 265 ha disponibles. La surface utilisée était de 44 ha en 2002.

Par ailleurs, la demande d'extension fait état d'un engagement d'une nouvelle exploitation prêt à intégrer le plan d'épandage à hauteur de plus de 150 ha.

1.4.3 Autres impacts

Les rejets atmosphériques sont limités aux émissions des chaudières et brûleurs alimentés au gaz de ville et au trafic routier lié à l'entreprise.

Des niveaux sonores maximaux admis par la réglementation sont respectés en limite de propriété et dans les zones à émergences réglementées. Ce résultat a été acquis à l'issue de travaux réalisés sur un échangeur qui entraînait une émergence de 6,5 dB au niveau de la ferme de la Guittière.

Le trafic actuellement lié à l'établissement est d'environ 23 mouvements de camions par jour auxquels il convient d'ajouter environ 130 véhicules des personnels de l'entreprise et des visiteurs. Les extensions généreront une augmentation de trafic poids lourds de près de 20%.

L'exploitant estime que les effets sur la santé induits par son exploitation sont négligeables du fait des dispositions qu'il retient pour maîtriser ses impacts.

2 Risques

2.1 Prévention de la légionellose

L'exploitant indique « un dispositif de protection contre la légionella est envisagé pour le condenseur froid en application de l'arrêté du 27 avril 1999 relatif à la protection des tours de réfrigération (traitement d'eau par injection de biocides) ».

2.2 Risque toxique

L'évaluation du risque toxique induit par la présence de 800 kg d'ammoniac dans les installations de réfrigération laisse apparaître que les zones à effets mortels resteront confinées à l'intérieur des limites de propriété alors que les zones à effets irréversibles débordent pour toucher l'entrepôt voisin exploité par la société DEPOLABO.

L'exploitant a proposé des mesures techniques de confinement des canalisations contenant l'ammoniac qui développeraient ces zones en cas de fuite.

2.3 Risque incendie

L'entrepôt expédition, d'une longueur de 40 m pour une largeur de 30 m, abrite un stock de produits finis d'environ 1 400 t de matières combustibles. Il a fait l'objet d'une simulation des conséquences d'un incendie s'appuyant sur une valeur d'émittance (flux thermique initial) égale à 30 kW/m² (gasoil).

Les simulations laissent apparaître que les rayonnements thermiques atteignent les distances suivantes comptées à partir des parois du bâtiment de stockage :

- **31 m et 28 m**, par rapport à la longueur et à la largeur, pour les zones Z1 (5 kW/m²) correspondant aux effets létaux,
- **48 m et 43 m**, par rapport à la longueur et à la largeur, pour les zones Z2 (3 kW/m²) correspondant aux effets irréversibles pour l'homme.

Ces évaluations laissent apparaître que les zones d'effets développées par l'incendie de l'entrepôt n'affectent pas de zones d'habitations, de constructions riveraines ni la RN 23. Les limites de propriété sont débordées en partie Sud Sud-Est de l'établissement où les dépassements touchent des vergers relevant d'un classement NC au POS. L'exploitant indique que les structures acier du bâtiment de production contigu, distant de 10 m, ne seront pas atteintes par un flux thermique destructeur.

Par contre, l'étude des dangers établit que les zones d'effets précitées atteignent la réserve d'incendie implantée à 15 m des parois de l'entrepôt.

L'exploitant prévoit de maîtriser les eaux d'extinction d'incendie en les confinant dans le bassin de rétention des eaux épurées avant rejet.

3 La consultation et l'enquête publique

3.1 Avis des services administratifs

3.1.1 Direction des Services Vétérinaires (DSV) de la Mayenne

Emet un **avis défavorable** aux épandages de coquilles d'œufs sur des parcelles situées sur les communes d'Argenton-Notre-Dame, Coudray et Daon, en indiquant :

- « Le dossier remis ne présente pas de plan d'épandage sur les communes de Mayenne, ni de liste d'exploitants concernés, ni de liste de parcelles d'épandage, ni d'étude agro-pédologique ;
- Le dossier remis présente cependant un rapport d'épandage de coquilles d'œufs chez monsieur Hubert MANCEAU, « Les Epénettes » 53200 COUDRAY en 2002 sur 79,21 ha de parcelles. Aucune étude préalable n'est présente au dossier ;
- Au-delà des lacunes concernant les élevages qui se situeraient en Mayenne, l'étude ne mentionne pas les conditions de stockage des coquilles d'œufs (génératrice d'odeurs), avant épandage des mesures compensatoires pour limiter les nuisances ;
- Enfin, le suivi agronomique des parcelles qui pourraient être concernées par les épandages de coquilles d'œufs n'est pas mentionné dans l'étude ».

3.1.2 Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales (DDASS)

Emet un **avis défavorable** en considérant que l'étude d'impact est incomplète en l'absence d'une analyse des effets sur la santé des rejets de la station d'épuration et des épandages des coquilles d'œufs (démarche d'évaluation du risque conformément à la circulaire du ministère de la santé du 11 avril 2001 qui comporte les étapes d'identification des dangers – de relation dose-réponse – de caractérisation de l'exposition - de caractérisation du risque).

3.1.3 Direction Départementale de l'Agriculture et de la forêt (DDAF)

3.1.3.1 La DDAF de Maine et Loire fait part des remarques suivantes

- « Le plan des conduites du rejet d'eaux usées jusqu'au Loir est peu lisible. Il ne permet pas de situer la position des points de rejet des eaux pluviales et des eaux usées par rapport à l'emplacement de la prise d'eau potable sur le Loir ;
- La surface imperméabilisée de l'installation s'élève à 2,5 hectares. Le dossier précise que les eaux de ruissellement sur le site de l'installation seront rejetées dans un bassin tampon de 600 m³. Mais le débit de fuite n'est pas indiqué dans le rapport. Dans le cadre d'une approche commune des services de police de l'eau sur le département, le débit de fuite admis est calculé sur la base du débit spécifique de fréquence décennale du bassin versant principal dans lequel se situe le projet. Le débit spécifique de fréquence décennale sur le Loir est estimé à 2 l/s/ha.
- Les résultats de l'autosurveillance de l'année 2000 et 2001 montrent des dépassements réguliers de la concentration en phosphore du rejet. La déphosphatation physicochimique envisagée dans le rapport devra être mise en place au préalable à toute augmentation de production.
- Le plan d'épandage des boues de la station d'épuration de l'installation réalisé en 1998 n'est pas mis à jour et ne prend pas en compte l'augmentation de la production de boues prévue (passage de 500 kg/j de matière sèche à 800 kg/j) ».

3.1.3.2 Pour les terrains de la Sarthe utilisés par le plan d'épandage, la DDAF de la **Sarthe fait observer** que « *La commune de PARCE SUR SARTHE se situe en zone vulnérable et que l'exploitant devra respecter les prescriptions de l'arrêté du 19 octobre 2001 relatif au programme d'action défini pour les zones vulnérables en Sarthe* ».

3.1.4 Direction Départementale de l'Équipement (DDE)

Indique ne pas avoir d'observation à formuler sur les aspects **voirie et assainissement**.

En ce qui concerne l'urbanisme, « une demande de permis de construire est en cours d'instruction. Le site de l'usine se trouve à l'intérieur du périmètre de protection d'un monument historique (château du Verger) et a fait l'objet de prescriptions spéciales ».

Au titre de la police de l'eau et des milieux aquatiques, la DDE indique que « plusieurs aspects du dossier méritent d'être précisés par le pétitionnaire au vu des éléments suivants :

- le dossier présente un projet d'extension des activités de l'entreprise IGRECA et conduit à une augmentation de 50 % en volume et en flux des rejets d'eaux usées industrielles ;
- ces eaux sont actuellement traitées dans une station d'épuration autonome et rejetées dans le fossé de la route communale, puis dans le ruisseau de la Gazelière avant de rejoindre le Loir, en aval du barrage de Matheflon ; la partie aval du ruisseau a été détournée et canalisée à l'occasion de l'autorisation initiale d'implantation de l'entreprise et comporte un déversoir d'orage en amont de la section canalisée ; cet ouvrage occasionne des surverses fréquentes en amont immédiat du captage d'eau potable sur le Loir qui, compte tenu notamment de cette situation, doit être déplacé en amont de son emplacement actuel ;
- concernant le paramètre « phosphore », l'entreprise est actuellement autorisée à rejeter un flux maximum de 1,28 kg/j, l'augmentation prévue ayant pour conséquence d'augmenter ce flux à 1,92 kg/j. Or, le Loir présente un niveau d'eutrophisation préoccupant et l'objectif de qualité en vigueur pour notamment ce paramètre n'est actuellement pas respecté (0,2 mg/l : SDAGE Loire Bretagne, point nodal Lézigné). Ces flux ne permettent pas de respecter l'objectif de qualité du Loir ;
- l'arrêté préfectoral du 15 novembre 1996 (article 4-5) avait préconisé l'utilisation des eaux épurées en irrigation pour la période sensible (de mai à octobre) afin de limiter l'impact sur les cours d'eau récepteurs (Loir et ruisseau de la Gazelière) de flux polluants inférieurs à ceux sollicités. Le dossier ne reprend pas cette préconisation ;
- les aspects liés à l'impact de l'augmentation des rejets sur le ruisseau de la Gazelière ainsi que sa capacité à accepter les volumes et débits supplémentaires ne sont pas évoqués dans le dossier ; ce point est notamment à relier aux dysfonctionnements déjà existants (cf 1^{er} alinéa) ;
- la compatibilité de l'augmentation du rejet d'eaux pluviales généré par les surfaces imperméabilisées avec les usages en aval du projet et notamment l'irrigation à partir des retenues implantées sur le ruisseau de la Gazelière. »

Compte tenu de ces éléments, la police de l'eau émet un **avis réservé** sur le dossier présenté et demande :

- que les rejets de phosphore soient à terme conformes aux objectifs de qualité du Loir avec :
 - ✓ le maintien a minima dans un premier temps du flux au niveau actuel (1,28 kg/j) et la mise en place effective d'un traitement de déphosphatation ;

- ✓ une réduction de ce flux à une valeur de 0,8 kg/j à moyen terme (2015) et ce notamment dans la perspective de l'application de la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 sur l'ensemble du territoire national.
- la mise en œuvre d'une solution de traitement et de régulation des effluents, appropriée et durable pour l'extension projetée des activités intégrant une réflexion plus approfondie sur l'utilisation des effluents épurés pour l'irrigation en période sensible et compatible avec les capacités d'évacuation des exutoires en aval.
- que toutes les précautions soient prises en vue d'éviter tout risque de pollution chronique et accidentelle en provenance du réseau eaux pluviales ».

3.1.5 La Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours (DD SIS)

émet un **avis favorable** sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- « s'assurer que les bâtiments où sont stockés et/ou utilisés des matières combustibles sont dotés d'exutoires de désenfumage en nombre et dimension suffisants. De plus, les bâtiments de grande superficie devront être équipés en partie haute de cantons de désenfumage d'une surface maximum de 1 600 m² ;
- doter l'installation de froid fonctionnant à l'ammoniac de capotages destinés à atténuer les émissions d'un nuage gazeux en cas de rupture des canalisations ;
- stocker les produits chimiques sur des rétentions correctement dimensionnées en évitant d'entreposer dans une même zone des produits incompatibles ;
- prendre toutes les dispositions utiles pour empêcher le déversement accidentel d'un liquide corrosif et/ou toxique dans les réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales ainsi que dans le milieu naturel ;
- afficher à proximité des entrées principales un plan destiné à faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers ;
- protéger la réserve incendie et l'aire d'aspiration réservée aux engins d'incendie par un écran coupe-feu de degré deux heures. Si cette solution n'est pas réalisable, il y aura lieu d'aménager le bassin de lagunage de la station d'épuration en y créant une aire d'aspiration de 60 m² conforme aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951. Ce point d'eau devra être régulièrement entretenu et curé ;

Remarque : d'autre part, afin d'améliorer la défense externe contre l'incendie, il est souhaitable que la société IGRECA dispose d'un accord contractuel avec la société DEPOLABO quant à l'utilisation des réserves incendie en cas de sinistre chez l'une ou l'autre des parties. »

3.1.6 Avis des autres directions et personnes consultées

L'avis de la Direction Régionale de l'Environnement (**DIREN**) **n'est pas parvenu**.

La Direction Régionale des Affaires Culturelles (**DRAC**) indique « **qu'aucune prescription** particulière ne sera proposée au droit des intérêts dont elle a la charge et demande que les obligations de signalement des découvertes de vestiges archéologiques fortuites soient rappelées à l'exploitant. »

L'Institut National des Appellations d'Origine (**INAO**) n'émet **pas d'objection** à l'encontre du projet.

Le Comité d'Hygiène et de Sécurité et des Conditions de Travail (**CHSCT**) de la société IGRECA n'a pas de remarque particulière à formuler sur les projets concernés.

3.2 Avis des conseils municipaux

L'enquête publique s'est déroulée du 13 septembre au 24 octobre 2003. Les communes consultées dans le cadre de l'enquête publique relative à l'extension des installations et au plan d'épandage se sont prononcées comme suit :

3.2.1 Pour le département de Maine et Loire

Les communes de SOEURDRES, SEICHES-SUR-LE-LOIR, LA CHAPELLE-ST-LAUD, MARCE, HUILLE et CORZE ont émis un **avis favorable** sans observation.

Le conseil municipal de MARCE demande à être informé des épandages réalisés sur la commune et VILLEVEQUE (49) se prononce **favorablement sous réserve** de respecter les prescriptions suivantes :

- « compte tenu du caractère hydromorphe du sol, l'épandage ne devra se faire qu'au printemps, suivi d'une culture ou en fin d'été. Cet épandage sera impérativement complété d'un engrais vert,
- pour éviter les odeurs, les lessivages, les boues devront être immédiatement enfouies,
- les dates, lieux et volumes d'épandage seront communiqués en fin de campagne en mairie,
- le plan d'épandage sera consultable à tout moment. Un double sera transmis en mairie,
- des réserves sont émises compte tenu de la cote d'inondabilité relevée dans le secteur épandable à + 21 m. Certaines parcelles se situent topographiquement sous cette cote,
- enfin, le poids des engins d'épandage risquant de générer une détérioration anormale des chemins communaux empruntés, la commune se réserve le droit de demander réparation des chemins. »

La commune de SOUCELLES a émis un **avis défavorable au plan d'épandage** sur la commune car « *l'étude n'a pas pris en compte le caractère inondable des parcelles concernées* ».

La commune de DURTAL émet un **avis défavorable au plan d'épandage** motivé par « *l'absence* :

- de définition des sites destinés au stockage des coquilles,
- d'un cahier des charges précis garantissant la protection de l'environnement sur ses sites (tel que les aménagements des plates formes de stockage,
- de traitement des odeurs sur les sites de stockage ».

3.2.2 Pour le département de la Mayenne

Les communes de COUDRAY et ARTENTON-NOTRE-DAME ont émis un **avis favorable**.

La commune de DAON a émis un **avis défavorable** , à l'unanimité **au plan d'épandage** des coquilles d'œufs « *dans l'ignorance des effets à court et long termes d'un tel épandage* ».

3.2.3 Pour le département de la Sarthe

Les communes de BAZOUGES-SUR-LE-LOIR et CROSMIERES ont émis un **avis favorable**.

Les communes de LE BAILLEUL et LA CHAPELLE D'ALIGNÉ se prononcent **favorablement sous réserve** que toutes les prescriptions du cahier des charges soient respectées.

La commune de PARCE-SUR-SARTHE a émis un **avis défavorable au plan d'épandage** sur son territoire aux motifs suivants :

- « la conclusion de l'étude attire l'attention sur le risque potentiel d'un effet « chasse » si les volumes hectares épandus sont trop importants, pouvant entraîner une augmentation rapide de Ph ayant pour conséquences des blocages minéraux au niveau de l'alimentation des plantes,
- le dernier contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation fait ressortir un pH déjà élevé,
- la station de pompage se situe à 1,5 km des parcelles proposées à l'épandage,
- le plan d'épandage de notre station est dans un secteur saturé (étude de zonage d'assainissement 2002),
- des plaintes ont été formulées en mairie quant aux nuisances olfactives résultant de l'épandage actuel. »

3.3 Enquête publique

Au cours de la consultation publique, le commissaire enquêteur a recueilli 6 observations et 5 lettres des riverains de l'entreprise, concernant principalement les nuisances sonores générées par les systèmes de ventilation de l'établissement, et de riverains du plan d'épandage pour les odeurs dégagées par les coquilles d'œufs et l'impact des épandages sur les eaux.

Dans son analyse, le commissaire enquêteur n'identifie pas d'aspect de nature à remettre en cause l'autorisation sollicitée et met l'accent sur les engagements de l'exploitant pour améliorer les aspects qui ont suscité des observations au cours de la consultation publique. Il considère que :

- « le projet permet un accroissement de l'activité,
- le risque de contamination majeur sur les installations utilisant l'ammoniac a été envisagé et le seuil des effets irréversibles ne sort pas du périmètre de l'établissement,
- le risque incendie est pris en compte, les effets ne sortent pas de la propriété, les réserves d'eau et les possibilités de rétention des eaux d'extinction existent. L'établissement sera sprinklé,
- les conditions de stockage et d'épandage des coquilles d'œufs ainsi que leur suivi vont être améliorés».

Le commissaire enquêteur émet un **avis favorable** à la demande sollicitée assorti des **recommandations** suivantes :

- «veiller à ce que les stockages et les épandages des coquilles d'œufs soient améliorés et respectent bien les règlements en vigueur,
- des mesures de bruits soient réalisées à la fois sur les installations existantes après amélioration et sur le nouveau séchoir après mise en service ».

3.4 Mémoire réponse de l'exploitant

L'exploitant reconnaît les lacunes de son **plan d'épandage des coquilles d'œufs** notamment pour les parcelles situées dans le département de la Mayenne, et a présenté un bon de commande relatif à l'étude correspondant à cette mise à jour. Elle comprendra l'examen des risques éventuels liés à la présence de salmonelles.

L'exploitant rappelle son envoi du 7 août 2003 de documents complémentaires au commissaire enquêteur avant le déroulement de l'enquête afin de répondre aux observations de l'inspection des installations classées, dont le **plan d'épandage des boues** (étude réalisée en 1998). Il précise que ce plan de valorisation des boues est suffisamment dimensionné pour absorber le volume de boues supplémentaires générées par les extensions. Pour mémoire, le bilan 2003 fait état d'une utilisation des surfaces disponibles à hauteur de 69 ha sur les 265 ha disponibles.

Concernant **l'analyse des risques chroniques**, l'exploitant indique avoir répondu aux objectifs de la circulaire du 11 avril 2001 de la DGS en présentant une étude proportionnée aux risques présentés par les substances émises (chaudière au gaz naturel, véhicules en circulation, séchage des œufs, fonctionnement de la station d'épuration) et à la sensibilité des populations exposées (Zone d'activités, faible densité de population riveraine). Pour les agents pathogènes, il précise que les opérations de pasteurisation des jaunes d'œufs, préalables à leur séchage, permet d'exclure ce risque. Des contrôles menés sur les autres produits ont constaté l'absence de salmonelles.

Au-delà des dispositions de prévention ou de protection proposées dans le dossier pour le **captage d'eaux potables** dans le Loir, l'exploitant rappelle que la prise d'eau sera déplacée et repositionnée en 2004 à 500 m en amont de sa position actuelle et du point de rejet, ce qui exclut tout risque de pollution.

Pour réguler le débit de fuite du **bassin tampon** des eaux pluviales, l'exploitant propose d'installer une vanne qui limite le débit de rejet à 2 l/s. Ce réseau est protégé par un séparateur d'hydrocarbures.

Le **traitement du phosphore** comme la construction du **bassin tampon** en amont de la station sont prévus au cours du 1^{er} trimestre 2004.

L'exploitant rappelle que la possibilité d'utilisation des effluents traités en **irrigation** était permise par l'arrêté d'autorisation du 15 novembre 1996 mais l'usage de cette eau pour l'arrosage des vergers a été interdite par la DDASS.

Les prescriptions techniques des **services d'incendie et de secours** sont prises en compte par l'exploitant qui propose une convention entre les sociétés DEPOLABO et IGRECA relative à l'utilisation réciproque des réserves d'incendie en tant que de besoin à la place de la protection thermique de sa propre réserve. La proposition est validée par un courrier de la DDSIS.

4 Analyse de l'inspection des installations classées

4.1 Situation administrative de l'établissement

L'établissement bénéficie d'un arrêté d'autorisation du 15 novembre 1996 pour l'exploitation d'une unité de production d'ovoproduits comprenant une station de réfrigération fonctionnant à l'ammoniac.

Le dossier présenté a pour objet l'augmentation de 50 % des capacités de production de l'usine comprenant l'adaptation des utilités et des équipements techniques nécessaires au niveau de production.

4.2 Principaux textes applicables

Le cadre réglementaire est fixé par les textes de portée générale rappelés dans le projet d'arrêté joint à ce rapport.

4.3 Evolutions de l'établissement depuis la rédaction du projet

Depuis la rédaction de la demande, l'exploitant a bonifié son dossier pour maîtriser les effets induits par ses activités.

Dans l'étude des dangers, il est apparu que les zones d'effets en cas de **fuite d'ammoniac** débordaient des limites de propriété sur les terrains de la société DEPOLABO. Les améliorations demandées par l'inspection conduisent à confiner les condenseurs évaporatifs et à rejeter l'ammoniac, en cas de fuite, à une hauteur de 5 m, ce qui limite les zones d'effets au périmètre de l'établissement.

Le réexamen des besoins en **eaux d'extinction** a amené l'exploitant à mettre en commun (démarche en cours), avec la société DEPOLABO voisine, leurs réserves d'eau d'incendie au travers d'une convention d'utilisation des ouvrages.

Le **plan d'épandage des boues de la station d'épuration** rédigé en 1998 et les cahiers de suivi de la pratique des années 2002 et 2003 montrent que le plan d'épandage de 1998 est suffisamment dimensionné pour accepter les boues qui résultent de la demande d'extensions et qu'au besoin, l'exploitant dispose d'un engagement de près de 150 ha supplémentaires.

L'essentiel des avis défavorables et observations faites sur la valorisation des sous-produits en agriculture concerne l'élimination des **coquilles d'œufs**. Cette position des personnes consultées au cours de l'enquête est pleinement justifiée en l'absence de plan d'épandage présenté conjointement avec la demande d'extensions. Ce manquement avait été relevé par l'inspection au cours de l'instruction du dossier. De plus, la consultation met en évidence l'existence de nuisances olfactives générées par la pratique actuelle de l'épandage.

5 Avis et proposition de l'inspection des installations classées

Au cours de l'instruction, l'exploitant a produit le **plan d'épandage pour les boues de la station d'épuration** et les éléments qui montrent qu'il dispose des surfaces épandables nécessaires pour valoriser l'intégralité des boues de la station, y compris à la suite des augmentations de capacité de traitement et que le suivi est conforme aux objectifs réglementaires. Par conséquent, l'inspection des installations classées propose de valider le plan d'épandage des boues de la station d'épuration.

L'épandage des coquilles d'œufs fait seulement l'objet d'un suivi. La consultation publique met en évidence des nuisances olfactives ressenties par les riverains des dépôts de coquilles d'œufs en attente d'épandage et de certaines parcelles d'épandage.

Par ailleurs, la filière d'élimination des coquilles d'œufs est soumise aux obligations du règlement européen n° 1774/2002 du 3 octobre 2002 qui établit des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine. La portée de ce texte est de nature à remettre en cause les filières actuelles d'élimination de ces déchets, autorisées ou pas. La société IGRECA et les représentants de la profession sont engagés dans un processus de recherche de solutions pérennes.

Aussi, l'inspection propose de demander à l'exploitant de :

- Présenter la filière d'élimination des coquilles d'œufs dans un délai de 6 mois,

- En cas de valorisation en agriculture, le plan d'épandage devra être accompagné de dossiers de demande d'autorisation pour chacune des stations de transit de coquilles d'œufs en attente d'épandage (extérieures au site). En l'absence de plan d'épandage, les coquilles d'œufs pourront être utilisées en agriculture seulement si l'exploitant démontre que le produit est conforme à une norme ou une spécification reconnue (amendement calcaire à la suite d'un traitement thermique par exemple).

Cette démarche paraît répondre aux demandes de la DDASS concernant le suivi sanitaire de l'épandage des coquilles d'œufs.

Dans l'attente des éléments précités, l'inspection propose de fixer des règles techniques qui encadrent l'épandage des coquilles d'œufs et limiter les doses d'apport aux sols à la valeur exportable au cours de la première année pour la caractéristique agronomique limitant l'usage du produit.

Le confinement des parties extérieures des installations de réfrigération à l'**ammoniac** et la gestion commune des ressources en **eaux d'extinction** apportent des améliorations sensibles à la sécurité de l'établissement.

Les différents aspects de maîtrise des **rejets** évoqués dans la demande d'autorisation sont de nature à réduire les impacts et les risques présentés par l'établissement sur le milieu naturel. En particulier, le déplacement de la prise d'eau potable confirmé par la DDE, la régulation du débit des eaux pluviales, la mise à niveau de la station d'épuration, ... Sur le paramètre phosphore, l'inspection propose de demander la mise en service du traitement au cours du 1^{er} semestre 2004 et de fixer les valeurs de rejets à 1 kg/j pour une concentration de 2 mg/l, ce qui répond aux demandes de la Police de l'Eau.

L'inspection des installations classées considère que les propositions de l'industriel permettent de maîtriser les nuisances et les risques susceptibles de découler du projet. Aussi, elle émet **un avis favorable** à la demande d'extension.

6 Conclusions

Considérant qu'aux termes de l'article L. 512-3 du titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement, les conditions jugées indispensables pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 512-1, les moyens d'analyses et de mesure et les moyens d'intervention en cas de sinistre sont fixés par l'arrêté d'autorisation,

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement,

Considérant les propositions de confinement des installations contenant de l'ammoniac,

Considérant les éléments de protection incendie mis en place, notamment les murs coupe-feu, le sprinklage et les réserves d'eaux d'extinction disponibles,

Considérant les propositions de maîtrise des eaux pluviales, les améliorations de la station d'épuration et l'unité de déphosphatation,

Considérant le plan d'épandage des boues de la station d'épuration et les éléments de son suivi produits dans le dossier de demande d'autorisation.

L'inspection des installations classées propose au Conseil Départemental d'Hygiène d'émettre un **avis favorable** à la demande d'extensions présentée par la société IGRECA de l'unité de production d'ovoproduits qu'elle exploite à Seiches-sur-le-Loir.

L'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet d'**autoriser** les extensions demandées auprès avis du Conseil Départemental d'Hygiène.

Un arrêté en ce sens est joint au présent rapport.